

Annexe C: Déclaration finale et plan d'action, Forum International de Maires pour des Villes plus Sûres 27 Octobre 1998, Johannesburg

Les maires, les élus et autres représentants des villes participant au Forum international des Maires pour des Villes plus sûres, qui a eu lieu à Johannesburg du 26 au 27 octobre 1998, sont arrivés aux conclusions suivantes:

- La délinquance, la violence et l'insécurité menacent de plus en plus le développement harmonieux et continu des villes, aussi bien dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud.
- La criminalité compromet les efforts et les investissements engagés pour assurer le développement économique et social des villes.
- La consommation et le trafic des stupéfiants contribuent à la dégradation de l'environnement urbain et représentent un grand problème de santé publique à cause de la propagation du VIH/sida.
- Bien que le crime ait de multiples causes, la misère (absolue et relative) reste un des défis centraux à toute stratégie de réduction du crime, notamment dans les villes de l'hémisphère sud.
- La sécurité est un élément fondamental et un droit inaliénable de tout citoyen. Elle contribue à la qualité de la vie et au dynamisme civique dans les centres urbains.
- La réponse au crime et à l'insécurité doit être globale, avec la participation de tous les partenaires sur les plans locaux, nationaux et internationaux, et doit s'attaquer aux raisons fondamentales du crime.
- La mobilisation de tous les acteurs sous la direction des élus locaux fraiera le chemin pour des stratégies de prévention du crime efficaces et abordables.

Compte tenu des principes énoncés ci-dessus, les participants ont souligné l'importance du développement d'une solidarité tenace entre les institutions, la société civile, le secteur privé et les citoyens pour s'attaquer sérieusement à la criminalité et à l'insécurité dans les villes. Dans l'absence de cette solidarité, les efforts pour contenir la délinquance et

la violence n'aboutiront pas et l'exclusion sociale pourrait s'en trouver renforcée.

Dans cette perspective, les participants sont tombés d'accord pour que tous les partenaires, les collectivités locales et les gouvernement nationaux inclus, s'engagent fermement à répondre au crime de façon rigoureuse, cohérente et efficace. Ils ont insisté notamment sur l'importance:

- de réagir de façon convenable aux demandes de sécurité des pauvres: les pauvres sont plus exposés au crime que les autres groupes sociaux;
- d'analyser et de prendre en compte la nature et l'incidence de la criminalité à l'encontre des femmes, les violences domestiques et de voie publique incluses;
- de comprendre et de s'attaquer à la victimisation particulière dont souffrent les enfants ainsi que de mettre au point des approches qui prennent en compte les besoins des enfants à risque;
- de développer des stratégies et des initiatives qui ciblent les jeunes à risque et de mettre l'accent sur la réhabilitation, la réinsertion et la prévention plutôt que sur la punition et l'incarcération;
- d'affirmer clairement la responsabilité et l'engagement financier de chaque acteur, collectivités locales incluses, dans un effort concerté d'assurer la sécurité urbaine et de prévenir le crime.

Les mesures prises par les villes n'auront que des résultats et des incidences limités si ces critères ne sont pas remplis. Compte tenu de ce qui précède, les Maires et autres élus participant au Forum international des Maires pour des Villes plus sûres ont convenu d'encourager activement et de contribuer à l'exécution du plan d'action suivant afin de renforcer la sécurité urbaine et de réduire la délinquance, la violence et l'insécurité dans les années à venir.

La pleine exécution de ce plan nécessitera le soutien et l'engagement de tous les partenaires, organisations internationales, agences de l'État, organisations communautaires et secteur privé inclus. Ce plan d'action demande un effort concerté dans un esprit de solidarité afin de rendre les villes plus sûres, et ce de manière

durable.

L'approche Villes plus sûres doit être mieux suivie et soutenue à travers le monde, particulièrement en Afrique. Cette approche met l'accent sur des partenariats sur le plan local capables de résoudre les problèmes et de mobiliser tous les acteurs clefs sous la direction des élus locaux. Cela renforce les capacités des villes de gérer la sécurité urbaine et de développer des stratégies intégrées pour lutter contre la criminalité et l'insécurité.

Afin d'atteindre ce but, les participants au Forum ont précisé le plan d'action suivant:

- les collectivités locales adoptent la sécurité urbaine comme priorité globale dans la planification stratégique et le développement de leurs villes et tous les services municipaux devront participer à ce processus.
- les collectivités locales doivent mettre en œuvre et soutenir un processus complet de lutte contre la criminalité, comprenant tous les partenaires clefs institutionnels, communautaires et du secteur privé, afin de mettre au point et d'exécuter une stratégie adaptée aux besoins de chaque ville pour prévenir et réduire la criminalité de manière durable.
- les collectivités locales doivent intégrer le concept des Villes plus sûres à leurs services de police municipaux ou métropolitains.
- les collectivités locales doivent favoriser la création de Forums de villes pour la sécurité urbaine au niveau national et/ou participer activement à leurs activités axées sur des mesures d'échange des expériences, d'échange d'expertise et de formation de coordinateurs et d'élus locaux.
- les États doivent intégrer l'approche des Villes plus sûres à leurs politiques et stratégies de prévention et de réduction du crime et soutenir le développement de projets Villes plus sûres et de réseaux dans leurs pays.
- le secteur privé doit s'impliquer davantage dans la conception et dans l'exécution des stratégies Villes plus sûres en apportant son expertise, ses ressources et son engagement en tant que citoyens sociaux intéressés par la sécurité urbaine.